

BILAN D'ACTIVITE

DU

**CONSEIL DE LA CULTURE, DE
L'EDUCATION ET
DE L'ENVIRONNEMENT**

EXERCICE 2000

Adopté en assemblée plénière le 16 mai 2001

De janvier à décembre 2000, le Conseil de la Culture, de l'Education et de l'Environnement, conformément à la loi, a été consulté sur différents documents régionaux et a mené dans ses domaines d'intervention diverses réflexions et actions.

Cette année a été marquée par l'élaboration d'importants documents stratégiques pour le développement de la Réunion. Le C.C.E.E., dans le champ de ses compétences, a pris part de manière active à ce processus.

I- LES SAISINES DU CCEE

Les saisines se répartissent en des saisines obligatoires et des saisines spécifiques.

A] Les saisines obligatoires

Le Conseil régional a consulté le C.C.E.E. sur divers documents budgétaires :

- Bilan d'activité de la Région pour l'exercice 1999
- Projet de Décision Modificative n°1 pour l'exercice 2000
- Projet de Décision Modificative n° 2 pour l'exercice 2000
- Projet de Décision Modificative n° 3 pour l'exercice 2000
- Compte Administratif pour l'exercice 1999
- Projet de Budget Primitif pour l'exercice 2001
- Orientations Budgétaires pour l'exercice 2001

Le C.C.E.E. a également émis un avis sur :

- le rapport portant sur le régime d'aides régionales pour les investissements relatifs à la gestion des déchets pris en compte dans le Plan Régional d'Elimination des Déchets Industriels Spéciaux et des Déchets Autres que Ménagers et Assimilés (PREDIS/PREDAMA)
- le rapport portant sur le régime d'aides pour l'usage des énergies renouvelables

B] Les saisines spécifiques

** La question de la Bi-départementalisation*

Afin d'enrichir sa réflexion en la matière, le CCEE a rencontré différentes personnalités exprimant des positions opposées sur le projet de la réforme administrative du Département de la Réunion.

.../...

Le C.C.E.E. a également été sollicité par le Conseil Régional et l'Etat, sur différents axes stratégiques :

ρ *Projet de loi d'orientation à l'Outre-Mer*

Le C.C.E.E. a émis un avis sur le projet de loi d'orientation à l'Outre-Mer, soumis par le Gouvernement à la consultation des assemblées locales. Il a formulé différentes propositions qu'il souhaite voir intégrer dans le projet de loi, en matière d'éducation, d'environnement et d'audiovisuel.

** Remarques spécifiques au Secrétariat d'Etat chargé de l'Outre-Mer*

En complément de son avis formulé sur le projet de loi, le CCEE a souhaité attiré l'attention du Secrétaire d'Etat chargé de l'Outre-Mer sur le titre relatif au développement de la culture. Le projet de loi affirme en effet que « les langues en usage dans les départements d'Outre-Mer sont partie intégrante du patrimoine linguistique de la Nation et bénéficieront de ce fait du renforcement des politiques en faveur des langues régionales ». Cette affirmation reçoit bien sûr l'assentiment de notre assemblée, pour laquelle il convient, afin de valoriser notre langue régionale, de lui faire bénéficier dès à présent de l'ensemble des dispositifs existants tels :

- la circulaire n° 82-261 du 21 juin 1982
- la circulaire n° 83-547 du 30 décembre 1983,
- l'arrêté du 15 avril 1988 modifié par les arrêtés des 17 septembre 1991 et 20 octobre 1992
- l'arrêté du 23 juin 1994

L'application de ces mesures réglementaires doit, selon le CCEE, s'accompagner nécessairement de la création d'un institut ou office de la langue créole qui aura pour mission de favoriser la recherche sur le créole et de mettre en place des outils pédagogiques, CD-ROM, ouvrages scolaires, etc.

ρ *Comité National de Suivi (CNS) des Programmes Communautaires*

Le CCEE fait maintenant partie du Comité National de Suivi de la programmation européenne.

ρ *Création par la Région de l'Assemblée Constitutive de l'Association Régionale de l'Energie de la Réunion (ARER)*

La Région a souhaité la représentation du CCEE au sein de cette Assemblée. Le CCEE sera donc appelé à participer aux travaux de l'ARER, outil de conseil et d'assistance aux porteurs de projets qui permet de repérer, d'organiser, de concrétiser et de suivre les initiatives allant dans le sens de la maîtrise de l'énergie et du développement des énergies renouvelables.

.../...

ρ *Création d'une Commission Vérité par la Région sur les situations monopolistiques, sur le prix des produits pétroliers, et de réflexion sur le dossier de l'énergie à la Réunion*

La Région a souhaité associer le CCEE à cette Commission. Le CCEE est donc représenté par trois membres au sein de cette instance dont les objectifs sont :

- la remise en cause des situations de monopoles,
- l'analyse de la situation dans les domaines des produits pétroliers et du gaz domestique à la Réunion.

.../...

II- LES REFLEXIONS ET ACTIONS DU C.C.E.E.

Celles-ci ont été menées dans le champ des compétences du CCEE.

A) LES ACTIONS DES COMMISSIONS

ANIMATION SPORT

Pendant l'année 2000, les travaux de la commission ont porté sur :

1/ **REFLEXIONS**

** Le socio-éducatif à la Réunion*

La commission a souhaité mener une réflexion dans ce domaine, afin d'en cerner toute la réalité. En partenariat avec l'Observatoire du Développement de la Réunion (ODR), une étude a été engagée pour présenter :

- une synthèse des éléments d'informations sur l'offre et la demande de loisirs hors temps scolaires des 3 à 18 ans,
- un état des lieux du socio-éducatif par la mise en évidence de l'activité de certaines structures telles que la FEDAR, la JPA, les CEMEA, les Francas, la FOL et l'ARCV.

Les informations ainsi collectées au cours des phases évoquées précédemment ont permis l'analyse des attentes du secteur socio-éducatif en terme de locaux, de moyens financiers, d'outils pédagogiques et de formation professionnelle.

Par ailleurs, des éléments prospectifs sont également proposés avec la mise en évidence de projets à court et moyen terme des acteurs de ce secteur.

Enfin, le CCEE souhaite publier cette étude sous deux formes :

- ⊇ un rapport sur le socio-éducatif à La Réunion sur la base proposée par l'ODR
- ⊘ une publication dans le cadre de la collection « Esquisses » pour évoquer la problématique du socio-éducatif à la Réunion.

** Présentation du logiciel « Gestion des données du sport à la Réunion*

La phase de développement du logiciel ayant été achevée en 1999, le CCEE a souhaité d'une part, effectuer la collecte des données auprès du service municipal des sports de la Ville de Saint-Pierre et de l'Office Municipal des Sports de Saint-Louis et d'autre part, mettre en place différentes réunions de présentation de ce logiciel aux collectivités locales.

.../...

Dans ce cadre, la commission a rencontré les responsables administratifs du secteur sport de la Région, du Département, des Communes (SMS et OMS, OMA, ...), des dirigeants de ligues et comités, ainsi que responsables des cellules SIG (Système d'Information Géographique) du Conseil Régional et du Conseil Général.

A travers ces rencontres, la commission « Animation-Sport » a souhaité sensibiliser les fonctionnaires à la nécessité de conjuguer « données du sport et système d'information géographique » pour la mise en place d'un outil d'aide à la décision pertinente.

2/ PARTICIPATIONS

** Colloque Sport Avenir 2000 : Congrès Européen de l'Innovation*

Des membres de la commission « Animation-Sport » ont participé au colloque Sport Avenir 2000 organisé du 19 au 21 en octobre à Nantes.

Lors de cette manifestation, ils ont pu participer à diverses conférences traitant des thèmes tels que :

- la démocratisation de la vie du mouvement sportif,
- la définition des politiques sportives départementales,
- l'intercommunalité sportive,
- les politiques sportives locales,
- les SIG appliqués au sport,
- les schémas de services collectifs du sport,
- le financement du sport par les collectivités.

Des informations sur les derniers logiciels permettant la gestion des plannings et des équipements dans un service des sports ont été recueillis lors de cette mission.

** Préparation du Forum des Associations de l'ORESSE*

Invité par l'ORESSE, le CCEE a participé aux réunions préparatoires du Forum des Associations prévu en juillet 2001. L'ORESSE a souhaité élargir ce projet à d'autres champs d'activités (autre que sportif et socio-éducatif) tels le développement local, l'insertion, les secteurs médico-social et culturel.

.../...

ENVIRONNEMENT - TOURISME

1/ REFLEXIONS

** L'Education relative à l'Environnement*

Les Assises Françaises de l'Education à l'Environnement organisées à Lille par le Collectif Français pour l'Education à l'Environnement (CFEE) auxquelles deux membres de la commission ont participé, a été le point de départ de cette réflexion à laquelle de nombreux acteurs (institutions, associations, syndicats d'enseignants) sont aujourd'hui associés.

Initié en effet par le CCEE, un Collectif réunionnais pour l'Education relative à l'Environnement (ErE) est né. Il a pour vocation de rassembler tous les acteurs désireux de

participer ensemble au développement de l'ErE à La Réunion, en contribuant à l'élaboration et à la promotion d'orientations politiques et techniques dans ce domaine.

Ses outils sont le plan national d'actions pour le développement de l'Education à l'Environnement finalisées lors des rencontres de Lille mais également la Charte réunionnaise de l'Environnement signée en 1994 par l'Etat, la Région et le Département.

Le CCEE dont le représentant assure la coordination du groupe de pilotage, se charge également du secrétariat du Collectif. La commission plénière constituée, à côté du groupe de pilotage, la seconde instance de travail.

Celui-ci s'est donné, cette année, deux missions :

- se faire connaître : à cette fin, deux conférences de presse ont été organisées au CCEE, la première pour inviter les acteurs à adhérer au groupement, la seconde à l'occasion des Journées Réunionnaises de l'Environnement pour présenter le Collectif, sa démarche et ses objectifs.
- préparer la participation de notre région à Planète'ERE 2, forum international francophone organisé par le CFEE sous le patronage de l'UNESCO, du Président de la République et du Premier Ministre, du 18 au 23 novembre 2001 à Paris.

** La politique touristique à La Réunion*

Il paraissait opportun à la commission de poursuivre ses échanges avec les acteurs liés à la politique touristique à La Réunion, afin d'en cerner les enjeux et l'articulation entre les acteurs ainsi que les moyens mis en œuvre.

.../...

La commission a ainsi mené différentes rencontres sur le terrain avec les organismes suivants :

- le SRLA (Service de Réservation Loisirs et Accueil) de la Maison de la Montagne
- les communautés de communes, notamment la CIVIS, la CINOR et la CCE.

2/ RENCONTRES

** Politique des déchets à la Réunion*

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés présenté par le Conseil Général l'année dernière, faisant l'objet d'une procédure de révision depuis le début 2000, la commission a rencontré dans le courant du mois de novembre un collaborateur du Conseil Général pour une présentation des nouvelles orientations du plan départemental.

Les différentes étapes ainsi que les solutions d'élimination et de gestion des déchets ont été exposées aux membres.

3/ PARTICIPATIONS

La commission a participé à diverses journées de réflexions :

** Conférences-débats organisées à l'occasion de la Fête de la Science par le Conseil Economique et Social régional en partenariat avec l'Université de la Réunion sur le thème : « Quelles énergies renouvelables à la Réunion demain ? »*

** Rencontre-Débat intitulée « Contribution à une politique touristique pour La Réunion » organisée par la Région*

Préalablement à cette rencontre, la commission a été conviée aux travaux préparatoires de la manifestation pilotés par l'Agence Française d'Ingénierie Touristique en partenariat avec la Région.

** 5^e Conférence des SEM d'Outre-Mer*

Les principaux thèmes abordés par ce séminaire ont été les suivants :

- Coopération régionale : quels outils, quels financements pour quels projets ?
- Développement durable et environnement
- Le développement des économies locales
- Transports
- Les nouveaux métiers du développement local
- Le logement
- Aménagement et renouvellement urbain

.../...

** Les représentations extérieures*

La commission a également pris part aux travaux :

- * du Comité d'Evaluation de mise en œuvre du SAR
- * du Conseil Départemental de l'Habitat
- * du Comité de pilotage sur l'Etude de faisabilité d'un parc naturel dans les Hauts de la Réunion

.../...

EDUCATION - FORMATION - RECHERCHE

1/ REFLEXIONS

** Rapport "Pour une école sans drogue"*

La Commission « Education-Formation-Recherche » a achevé sa réflexion sur le problème des drogues à La Réunion, de l'école à l'Université.

Au cours de cette année, les auditions qu'elle a poursuivies ont concerné : le Club Animation Prévention de St Denis, le Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme et des Toxicomanies (CDPAT), le Service Commun de la Médecine Préventive de l'Université, le Syndicat des pharmaciens et le réseau d'Ouverture Thérapeutique Educative (OTE).

Ce travail a donné lieu à la rédaction d'un rapport intitulé « Pour une école sans drogue », qui a l'ambition d'apporter, au vu d'éclairages divers (chiffres et témoignages) et de mise en valeur d'expériences originales, des réflexions et des propositions d'actions pour que la drogue ne trouve pas droit de cité à et autour de l'Ecole.

Le CCEE a ainsi retenu les propositions suivantes :

- l'application stricte de la loi Evin à tous les établissements scolaires,
- la mise en place d'un plan régional de prévention de la 6^{ème} à la 3^{ème}
- le renforcement et la généralisation des CESC (Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté) et de structures telles que le CMPP (Centre Médico-Pscho-Pédagogique), les CAP (Club Action Prévention), le CDPAT,

- l'extension des expériences significatives de lutte contre la toxicomanie (collège de Montgaillard, projet tuteurs-santé de l'Université),
- la création de lieux d'accueil et d'écoute, et de prise en charge pour les jeunes et les parents
- des formations permanentes (IUFM, enseignants en exercice, personnels de santé ...)
- une adaptation des différents supports aux réalités locales (brochures, numéro vert)
- un partenariat Etat-collectivités territoriales-associations

** Le projet académique 2000-2003*

La commission a également formulé des remarques sur le projet académique 2000-2003 qui a été présenté par le recteur aux membres du CCEE.

.../...

Articulé autour de la maîtrise des langages et de la valorisation des voies professionnelles et technologiques, la commission a regretté que ce document d'orientation n'intègre pas les éléments suivants :

- la prise en compte des données concernant les rythmes de vie et le calendrier de l'année scolaire
- la valorisation des enseignements artistiques et sportifs,
- l'éducation à l'environnement,
- une meilleure prise en compte de la langue et la culture régionales dans le cadre de la maîtrise des langages (axe 1), en appliquant notamment la réglementation nationale, tout en favorisant les recherches universitaires ainsi que la production d'outils pédagogiques,
- la mise au point d'un volet consacré à la formation continue des personnels : celle-ci, trop absente du projet de l'académie, constitue pourtant une obligation majeure pour l'Education nationale, et conditionne à l'évidence la réussite de la politique éducative dans des domaines aussi importants que celui de la maîtrise des langages ou du développement des TICE (Technologies de l'Information et de la Communication Educatives).

2/ PARTICIPATIONS

** Salon de l'Education à Paris (novembre 2000)*

Mises en place par la Ligue Française de l'Enseignement, les deuxièmes Rencontres du Salon de l'éducation auxquelles quatre des membres de la commission ont assisté, se sont déroulées pendant six jours, proposant aux nombreux participants plusieurs débats, conférences et ateliers autour de grands thèmes comme :

- «- L'éducation et la formation dans la société de l'information,
 - Education et territoires : à quelles conditions l'éducation peut-elle être encore nationale ?
 - La mutation des métiers de l'enseignement et de la formation,
 - Education pour tous tout au long de la vie,
 - Parents, famille, école : grains de sel, grains de sable ».

** Les représentations extérieures*

La commission a également pris part aux travaux :

- * de la journée académique TICE
- * du Colloque académique « Jeunes en difficulté » - Mission générale d'insertion – Nouvelles chances
- * du Conseil Académique de la Vie Lycéenne (CAVL)
- * du Groupe académique de travail sur les rythmes scolaires
- * du séminaire académique « Les 20 ans de l'Education prioritaire » (atelier sélectionné : « Le partenariat de l'éducation prioritaire »)

.../...

- * du Collectif Réunionnais pour l'Education relative à l'Environnement.

La commission a enfin assisté à la :

- * présentation – presse des produits d'édition du CRDP « Peuplement et Population de la Réunion » de M. Albert LOPEZ
- * matinée d'information organisée par le 4^e RSMA sur le thème : « Que peut-on attendre du SMA 2000 ? »

.../...

CULTURE - COMMUNICATION

1/ REFLEXIONS** Les Rencontres de la Culture*

En 2000, les réflexions de la commission ont essentiellement porté sur la préparation des « Rencontres de la Culture 2000 » qui se sont déroulées les 29 et 30 septembre à l'Université de la Réunion.

Ces journées ont permis le rassemblement des acteurs culturels, des élus locaux et des responsables associatifs.

Ce lieu de parole a rendu possible l'émergence de propositions en faveur de l'action culturelle, au rang desquelles on peut retenir :

- la création d'un espace d'expression pour une critique d'art pluridisciplinaire,
- la réalisation d'un Institut culturel réunionnais,
- le recours à des médiateurs culturels,
- la mise en place d'une programmation pluriannuelle de projets de développement culturel et artistique,
- la mise en œuvre d'un Office de développement de la langue,
- la structuration de la filière professionnelle et des métiers de la culture,
- la mise en place de 5 groupes de travail sur les sujets tels que :
 - .le monde associatif culturel
 - .la culture et les élus
 - .les amateurs et les professionnels
 - .les lieux officiels et les lieux intermédiaires
 - .les métiers culturels et la politique culturelle dans les communes

Ce qu'il importe enfin de souligner, c'est que ces rencontres ont permis surtout d'engager une dynamique positive et créatrice qu'il conviendrait de poursuivre.

.../...

** Rapport sur la culture réunionnaise et l'audiovisuel*

La commission « Culture-Communication » a commandé, dans le cadre des Rencontres de la Culture 2000, un rapport succinct sur la culture réunionnaise et l'audiovisuel.

Ce rapport retrace l'évolution du paysage audiovisuel réunionnais et apporte des précisions sur la place de la langue créole et de la culture réunionnaise dans ce paysage.

Sur ce point, il prend particulièrement en compte, l'analyse des programmes proposés par les acteurs audiovisuels et des pratiques des consommateurs de l'audiovisuel.

Enfin concernant le développement de l'audiovisuel à La Réunion, le rapport reprend les perspectives émises par l'ensemble des acteurs, qui sont rappelées succinctement ci-après :

- afficher une volonté politique forte, à travers l'adoption d'une stratégie globale intégrant l'Etat, les collectivités locales, les producteurs et les acteurs culturels et par des efforts financiers significatifs,
- se donner une ambition mondiale : La Réunion est riche d'une expérience originale avec le métissage culturel et ses valeurs d'échanges, de partage et de solidarité. Ce métissage peut être une réponse au monde. Par ailleurs, le développement des NTIC crée les conditions techniques nécessaires pour la diffusion de notre message et de notre pensée à travers la planète,
- mettre en place une politique autour de trois axes : diffusion, formation, création

2/ PARTICIPATIONS

** Xèmes Rencontres Interrégionales des langues et cultures*

Ces Rencontres Interrégionales se sont tenues à Sare (Pays Basque) du 30 mai au 2 juin 2000 et avaient pour thème : « L'équipement et l'aménagement linguistique ». Elles ont permis aux représentants d'institutions et d'associations particulièrement impliqués dans la politique culturelle de mettre en commun leurs propres expériences, d'améliorer la concertation interrégionale et de réclamer l'aménagement d'une politique en faveur des langues régionales au plan de l'Etat.

La délégation réunionnaise présente à cette manifestation était composée des représentants du Conseil Régional, de la ville du Port, du CCEE, des associations telles « Met'Ansanm », « Ankrake », « MRICR ».

La prochaine rencontre aura lieu à La Réunion sous l'égide du CCEE, au mois d'octobre 2001.

.../...

** Semaine Créole*

Le CCEE a participé aux réunions de coordination des manifestations mises en place dans le cadre de la Semaine Créole. Cette coordination avait pour objectif de recenser et faire connaître aux médias les événements organisés lors de la Journée Internationale Créole.

.../...

COOPERATION REGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES

1/ REFLEXIONS

** La coopération régionale non institutionnelle*

Les travaux de la commission ont porté essentiellement sur la coopération régionale associative. La commission a réalisé un répertoire des associations réunionnaises, afin de témoigner de l'ampleur et de la richesse de cette coopération.

Cette initiative fait suite aux journées de la coopération régionale associative co-organisées en 1999 avec le Comité d'organisation du CORILES.

** Situation associative à Madagascar*

En complément du travail effectué sur la Réunion, la commission, conformément à ses orientations stratégiques, a souhaité connaître la situation de la coopération associative à Madagascar. Dans cette perspective, un consultant a été chargé de conduire une mission pour le compte du CCEE.

Cette étude a permis l'identification :

- des associations malgaches intervenant dans les grands secteurs tels la santé, l'eau, l'environnement, ...
- de plusieurs réseaux à portée nationale (Comode, Assong (santé), associations des femmes...),
- des attentes des associations qui portent essentiellement sur la formation, la gestion, le montage des projets, le marketing, les normes, l'export.

2/ PARTICIPATIONS

Commission Mixte Franco-Malgache

Invité par la Région, le CCEE a participé aux réunions préparatoires de la 7^e session de la Commission Mixte Franco-Malgache ainsi qu'à la réunion technique organisée à l'issue de cette session.

.../...

III – LA CONFERENCE PERMANENTE DES CCEE DES REGIONS D'OUTRE-MER

La conférence Permanente des C.C.E.E. des Régions d'Outre-Mer s'est tenue les 30 et 31 mars 2000 au Palais d'Iéna à Paris.

Le programme de cette conférence s'articulait principalement autour des points suivants :

- Fonctionnement, bilans d'activités, moyens mis à disposition, priorités pour l'exercice 2000,
- Réflexion sur les documents de planification (loi d'orientation, contrat de plan – PDR, schémas de services collectifs, etc.),
- L'Audiovisuel et les Universités de la Communication dans les DOM

A l'issue de ses travaux, la Conférence Permanente des C.C.E.E. a adopté une résolution réaffirmant leur rôle d'instance consultative auprès des collectivités territoriales, dans les domaines de la culture, de l'éducation et de l'environnement. Cette résolution a été transmise aux pouvoirs publics. Les CCEE souhaitent que le législateur garantisse l'exercice de leurs missions et renforce leurs compétences dans le cadre des dispositions qui seront prises par la future loi d'orientation pour l'Outre-Mer.

IV - NTIC

Pour tenir compte des compétences et de l'intérêt que porte le CCEE aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, la Région a souhaité associer le CCEE aux différents travaux qu'elle entend mener dans ce domaine.

Ainsi, le CCEE a participé :

** au Comité de Pilotage de l'étude sur la filière T.I.C. réunionnaise*

** aux Assises Régionales des TIC*

Par ailleurs, le CCEE a contribué au développement du *Réseau International des Universités de la Communication*. Ce réseau a été installé sous forme d'association à Hourtin le 19 août 2000.

V - BUDGET

Le taux de réalisation du budget du CCEE pour l'année 2000 est supérieur à 90 %.